


La DTM a identifié une population mobile de **1 987 056** individus au 9 octobre 2024 et une population retournée estimée à **735 357** individus, suite à la crise du M23.


Données clés sur les déplacements


 **1 987 056**
INDIVIDUS
DISPLACÉS

 **452 267**
MÉNAGES
DEPLACÉS

58%
Femmes
(1 154 209) 

42%
Hommes
(832 847) 


18%
Enfants <5
(360 832) 


 **50%** des personnes déplacées (999 876) vivent en familles d'accueil


Données clés sur les retours


 **735 357**
INDIVIDUS RETOURNÉS

 **148 449**
MÉNAGES RETOURNÉS

59%
Femmes
(432 388) 

41%
Hommes
(302 969) 

17%
Enfants <5
(123 248) 

 **735 357** personnes retournées dans **826** villages de sept territoires évalués.

CONTEXTE

La province du Nord-Kivu, est confrontée à un conflit persistant caractérisé par la présence de divers acteurs armés tels que le groupe *Mouvement du 23 mars* (M23/AFC) les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et leurs alliés. La persistance de ce conflit, l'expansion de la zone d'influence du groupe M23 et l'activité d'autres groupes armés dans et autour de la ville de Goma (capitale de la province du Nord-Kivu) ont accru les défis sécuritaires et humanitaires.

Les efforts conjoints des acteurs régionaux et internationaux pour trouver une solution pacifique au conflit et faciliter le dialogue entre la RDC et le Rwanda ont abouti à la signature d'un accord de cessez-le-feu le 30 juillet 2024. Malgré ces efforts et le cessez-le-feu qui en a résulté, la période du 15 août au 30 septembre 2024 a été marquée par des affrontements impliquant le groupe M23, les forces liées au gouvernement congolais et d'autres groupes armés dans l'ensemble des territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo.

Les deux parties se sont fréquemment accusées mutuellement de violations du cessez-le-feu, ce qui a provoqué de nouveaux déplacements, des déplacements secondaires et de nouveaux déplacements de populations déjà rentrées chez elles. La situation est aggravée par les oppositions entre les différents groupes armés qui luttent pour le contrôle des localités face à l'expansion du M23.

Les déplacements prolongés et l'accès limité à l'assistance humanitaire continuent d'exacerber la complexité de la crise et la situation des populations déplacées et retournées. Goma et les zones adjacentes du Nord et du Sud-Kivu accueillent un grand nombre de personnes déplacées et manquent de ressources pour leur apporter un soutien suffisant.

Depuis le début de la crise, l'OIM, par le biais de la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM), a continué à mener des évaluations rapides dans les territoires touchés, y compris le suivi des situations d'urgence (EET/ERM) et des analyses de crise, et enregistrer les nouveaux arrivants, dans le but de répondre aux besoins d'information immédiats concernant la dynamique des déplacements et les besoins humanitaires afférents.

Ce rapport présente les résultats des évaluations menées dans les zones de déplacement et de retour, entre le 30 juillet et le 9 octobre 2024, liées à la crise M23.

DÉPLACEMENT

Les données sur les déplacements recueillies dans le cadre de la vingt-deuxième analyse de crise montrent une augmentation du nombre de personnes déplacées par rapport au cycle précédent ([rapport complet ici](#)). Le nombre de personnes déplacées est passé de 1 713 817 à 1 987 056 au 9 octobre 2024 ([voir les données ici](#)). Dans le territoire de Rutshuru, des affrontements entre des groupes armés et le groupe M23 ont eu lieu dans les chefferies de Bwito et Bwisha. Du 5 au 18 septembre, des déplacements ont été signalés de civils fuyant les affrontements entre le M23 et les groupes armés locaux d'autodéfense dans le groupement de Tongo, ce qui a poussé les gens à fuir vers une sécurité relative dans le même groupement. Dans le même temps, les combats se sont poursuivis dans le groupement de Bukombo entraînant de nouveaux déplacements vers le groupement de Bishusha.

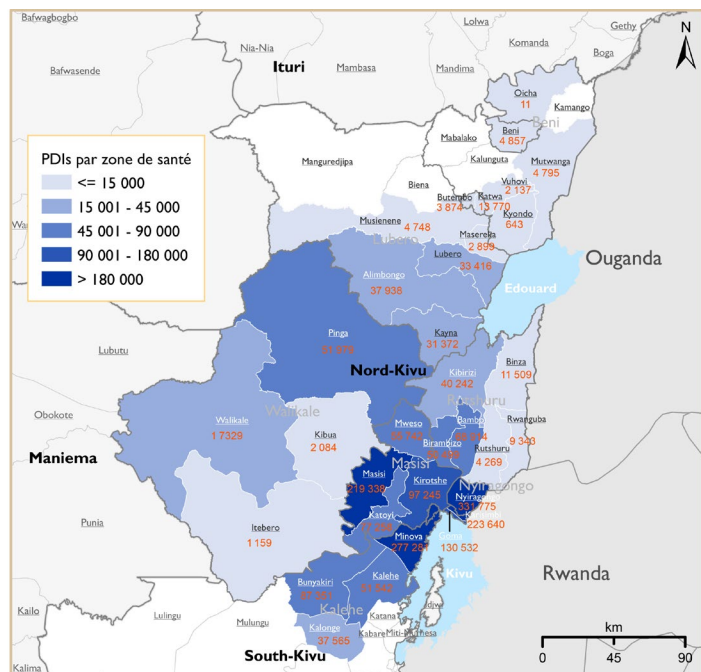
Type d'abri	Mén.	Ind.	Hommes	Femmes
Communauté d'accueil	192 015	999 876	402 810	597 066
Sites hors mécanisme CCCM	23 160	113 795	46 282	67 513
Sites sous mécanisme CCCM	237 092	873 385	383 755	489 630
Total	452 267	1 987 056	832 847	1 154 209

Au cours de la période d'évaluation, des affrontements ont également été signalés entre le M23 et les groupes *VDP/Wazalendo* dans le groupement de Bashali-Mokoto, entraînant le déplacement de la population. Du 8 au 9 septembre 2024, des affrontements similaires provoquant des déplacements ont été observés dans le groupement de Kaembe ainsi que dans le groupement de Mokoto, entraînant un déplacement généralisé de la population civile.

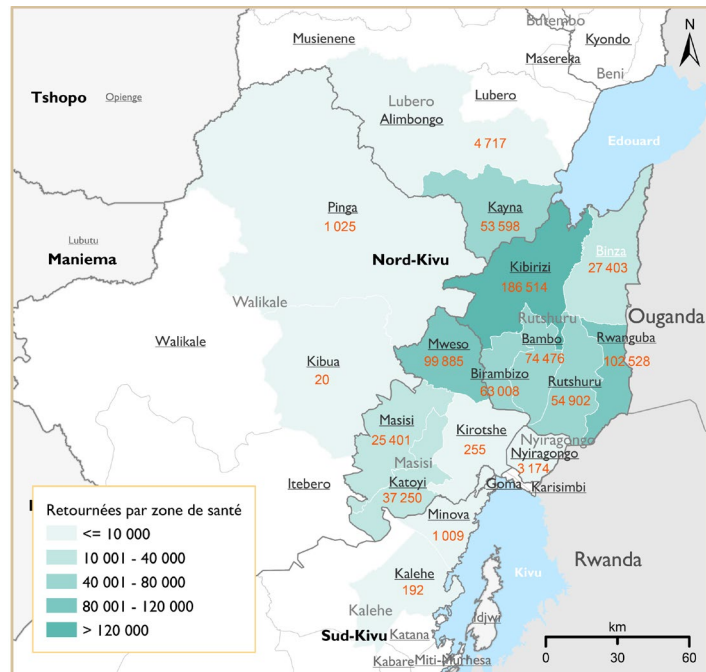
Dans le sud de Lubero, la situation en matière de sécurité et de déplacement reste très volatile. De nouveaux combats entre les FARDC et le M23 à Kikuvu ont été signalés au cours de cette période d'évaluation, provoquant des déplacements vers Kamandi Lac, Lunyasenge, Taliha et Lubango. Bien qu'une tendance au retour ait commencé à être visible dans ces zones au cours de la période d'évaluation précédente, des zones, notamment Kinyandoni, Nyamilima et Ishasha, Tongo, Bukombo (Rutshuru), Katala, Kahanga-Muheto, Kirumbupati (Masisi) et Kikuvu (Lubero), ont été touchées par de nouveaux combats au cours de cette période. Cela a entraîné de nouveaux déplacements importants.

* Les informations qualitatives sur la dynamique des conflits locaux sont collectées directement sur le terrain par le biais des mêmes entretiens avec des informateurs clés que ceux qui fournissent les données sur les déplacements. La tendance générale des conflits au cours de la période couverte par le rapport est corroborée par les [rapports](#) récemment publiés par les Nations unies.

CARTE - DÉPLACEMENT



CARTE - RETOURS



RETOURS

Cette évaluation a identifié un total de 735 357 personnes retournées dans 148 449 ménages. Cela représente une diminution de 12 % par rapport à la dernière évaluation du 31 juillet 2024. Cette réduction substantielle est principalement liée à l'intensification des affrontements entre les parties au conflit dans un certain nombre de localités du Nord-Kivu où les retours avaient lieu auparavant (territoires de Rutshuru, Lubero et Masisi). Malgré cette situation, des retours temporaires et pendulaires de populations déplacées ont été observés sur l'axe Kibirizi-Nyanzale (territoire de Rutshuru) et sur l'axe Bweremana, suite à une relative accalmie des combats observée dans la zone. En revanche, la récurrence des combats et l'accès limité des acteurs humanitaires dans les zones de retour continuent de poser des menaces à la sécurité des populations retournées.

DEMOGRAPHIE

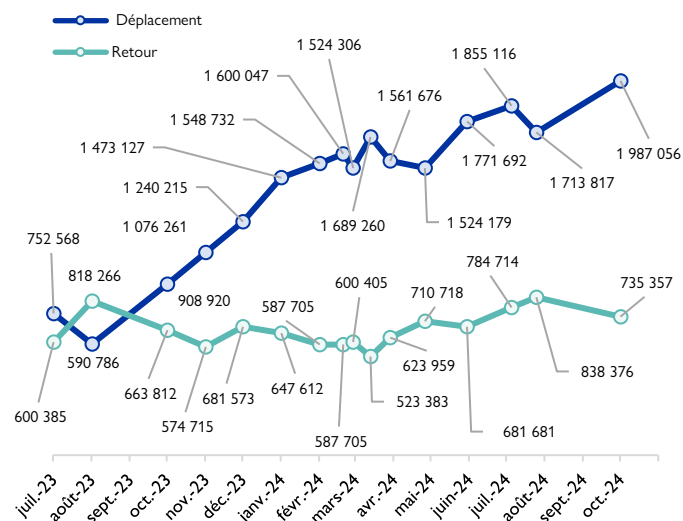
Cette évaluation a porté sur un total de 7 402 villages. Des retournés ont été identifiés dans 826 villages. Les hommes et les femmes représentent respectivement 42 pour cent et 58 pour cent de la population déplacée. Les enfants âgés de 0 à 5 ans représentent environ 18 pour cent des personnes déplacées. La taille moyenne des ménages déplacés évalués est de 4,4 personnes. Les hommes et les femmes représentent respectivement 41 pour cent et 59 pour cent de la population retournée, tandis que les enfants âgés de 0 à 5 ans représentent environ 17 pour cent.

PERCEPTION DES BESOINS PRIORITAIRES

L'accès aux ressources essentielles telles que la nourriture, l'abri et les soins de santé sont les principaux besoins exprimés par les personnes déplacées, qui sont souvent limités dans les zones de déplacement. Dans de nombreuses zones évaluées, les besoins de base n'ont pas encore été satisfaits, ce qui aggrave une situation humanitaire déjà alarmante pour les communautés touchées par la crise.



Changements dans les populations déplacées et retournées (ind.) depuis juillet 2023



ACCES

Le conflit en cours dans la région a gravement affecté les principales routes d'entrée dans la ville de Goma en les rendant impraticables. Cette obstruction a considérablement entravé le déplacement des civils, le transport des marchandises et la livraison d'une aide humanitaire cruciale. Le 03 février 2024, la cité de Shasha a été prise par le M23 en coupant complètement la circulation de la route qui relie la ville de Goma à celle de Bukavu. Cette situation limite l'accès aux services essentiels de la population touchée par la violence, créant un environnement dangereux pour les actions humanitaires.